



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet des Côtes d'Armor

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des risques environnementaux

IC n° 2003/0738
GIDIC : 0522-05348
MTB

ARRETE
portant autorisation environnementale d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor,

- VU** le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2010, modifié le 1^{er} septembre 2011 autorisant la SCEA DE KERHELLEC, dont le siège social est situé à Saint-Connan au lieu-dit "Kerhellec" à exploiter à cette adresse un élevage avicole, initialement autorisé pour 171 857 animaux équivalents (poules pondeuses);
- VU** le changement de statuts du 29 janvier 2018, transformant l'EARL DE KERHELLEC en SCEA DE KERHELLEC;
- VU** la demande présentée le 18 juin 2018 et complétée le 15 septembre 2018 par la SCEA DE KERHELLEC, à Saint-Connan en vue d'effectuer à Saint-Connan au lieu-dit Kerhellec :
 - l'augmentation des effectifs avec la démolition et la construction d'un nouveau bâtiment, la mise en place d'une unité de granulation des fientes provenant des poulaillers VI et V2 et la mise en place des panneaux photovoltaïques sur le nouveau poulailler V2 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** la saisine de l'autorité environnementale le 7 septembre 2018 ;
- VU** la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer le 26 juillet 2018 ;
- VU** la saisine du service départemental d'incendie et de secours le 26 juillet 2018 ;
- VU** la saisine de l'agence régionale de la santé le 26 juillet 2018 ;
- VU** la consultation des conseils municipaux de Saint-Connan le 08 mars 2019, Senven-Lehart le 14 février 2019, Le Vieux Bourg le 04 mars 2019, Saint-Gilles-Pligeaux le 08 mars 2019 ;
- VU** l'enquête publique qui s'est déroulée du 4 mars 2019 au 5 avril 2019 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Saint-Connan pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;

- VU** le résultat de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 4 juin 2019 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 21 juin 2019 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le projet porte sur l'extension de l'élevage avicole pour un total après projet de 215 000 emplacements de volailles (poules pondeuses) ;

CONSIDERANT que la démolition et la reconstruction du bâtiment V2 doivent permettre le passage de 26 752 poules en cages à 70 000 poules en volières avec un jardin d'hiver et un tunnel de séchage ;

CONSIDERANT que l'extension d'un hangar pour la mise en place d'une unité de granulation des fientes et la construction d'un hangar pour le stockage des fientes granulées avant commercialisation via la société AMENDIS ;

CONSIDERANT qu'une haie bocagère doit être aménagée tout au long des limites des parcelles ZM n°s 64 et 100 ;

CONSIDERANT la modification substantielle apportée à l'installation de part l'augmentation de 43 143 emplacements de volailles depuis la dernière enquête publique et la conformité à la directive européenne 2010/75/UE dite "IED" ;

CONSIDERANT la présentation des Meilleures Techniques Disponibles dans le dossier enquête publique valant réexamen et les avis des services instructeurs contributeurs ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor ,

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

L'arrêté préfectoral du 01 septembre 2011 est abrogé.

1. 1. - La SCEA DE KERHELLEC ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit "Kerhellec" sur la commune de SAINT-CONNAN est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage de volailles dont la surface des bâtiments ne peut excéder 3 944 m² et la capacité maximale de 215 000 emplacements sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 100454 UN/an.

1. 2. - Nature des installations

1. 2. 1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a)	A	Élevage intensif	Élevage de volaille	Nombre total d'emplacements	> 40000	1 place = 1 emplacement	215000	Emplacements

Rubrique	alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a)	A	Élevage intensif	Élevage de volaille	Nombre total d'emplacements	> 40000	1 place = 1 emplacement	215000	Emplacements
2111	1)	A	Élevage, vente, etc... de volaille	Élevage	Classé au titre de la rubrique n° 3660				

A : (autorisation) ; E : (enregistrement) ; DC : (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 a) b) ou c)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

" L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau".

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

1. 2. 2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
SAINT CONNAN	VOLAILLES	ZM	64-97-26-100-99

1. 2. 3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

L'installation et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

Article 2 - Prescriptions particulières concernant l'élevage de volailles

2. 1. - Sécurité :

- 2. 1. 1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.
- 2. 1. 2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).
- 2. 1. 3. - L'installation classée dispose d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 600 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins accessible en tous temps et en toutes circonstances.

Article 3 - Forage

L'exploitant est autorisé à prélever via le forage existant qui doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- Les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.
- Un dispositif de comptage horaire ou volumétrique sera installé.
- Un disconnecteur sera installé si l'installation est raccordée à un réseau public.

Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

Article 4 - Prescription particulière concernant l'insertion paysagère

Une haie bocagère d'essences locales doit être mise en place sur les limites des parcelles ZM n°s 64 et 100 afin de masquer les bâtiments d'élevage.

Les plantations doivent intervenir au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

Les bâtiments construits doivent être de teinte neutre, leurs couvertures de couleur grise afin de maintenir l'homogénéité avec les bâtiments existants.

Article 5 - Prescriptions complémentaires concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures

L'exploitant est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement par séchage et granulation des fientes et un stockage dans un hangar, l'ensemble situé en annexe de son installation.

5. 1. - Installations

5. 1. 1. - L'installation doit permettre de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui doit répondre à la norme NFU 42 001.

5. 1. 2. - Les moyens mis en oeuvre sont :

- Bâtiments P1. P2. : séchage puis granulation;
- une unité de granulation des fientes.

Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant dispose également de hangars d'une surface de 3250 m³ offrant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement est aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

Une partie des produits normalisés est stockée dans des "big-bag" de 500 kg sur des plateformes étanches d'une surface totale de 900 m².

5. 1. 3. - Le stockage des matières premières et des produits finis doivent se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

5. 1. 4. - L'exploitant dispose des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

5. 1. 5. - La durée d'entreposage sur le site des fientes est inférieure à un an.

5. 2. - Contrôle et suivi de fabrication

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

5. 2. 1. - Les anomalies de procédé doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

5. 2. 2. - L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant :

- les quantités de fientes traitées;
- les relevés de températures;
- les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place;
- les résultats d'analyses physico-chimiques réalisées;

L'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50°C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer des relevés permettant de justifier du respect d'un de ces couples temps/température.

5. 2. 3. - Les documents de suivi doivent être archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans.

5. 2. 4. - Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur de l'environnement.

5. 2. 5. - Pour les effluents qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire. L'exploitant doit obtenir l'accord de l'inspecteur de l'environnement quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

5. 3. - Utilisation du produit normalisé

*** Produit normalisé utilisé comme produit commercial destiné à être mis sur le marché par l'exploitant lui-même ou une société spécialisée**

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural et de la pêche maritime relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les produits obtenus doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants : matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P205, K20.

Par ailleurs, l'exploitant est tenu de réaliser, annuellement, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il doit procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivants : E.coli, salmonelles (Tiphymurium, Enteritidis), Clostridium, entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois doit être fourni avant chaque reprise ou vente de produit.

Le produit doit être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage doit également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

L'exploitant doit mettre en place une traçabilité des produits conformément aux dispositions prévues à l'article 5-4.

5. 4. - Gestion des flux - Traçabilité du produit normalisé mis sur le marché

"Une convention est établie avec la société AMENDIS, qui assure la mise sur le marché pour 2400 tonnes de produit normalisé par an soit 109884 unités d'azote.

Cette convention doit préciser :

- les obligations de l'exploitant- producteur;
- les conditions de reprise;
- les modalités selon lesquelles la société qui assure la reprise doit fournir à l'inspecteur de l'environnement les informations nécessaires concernant la destination finale du produit.

Un enregistrement des cessions à la société citée dans la convention de reprise doit être réalisé à chaque enlèvement. De plus, un bordereau ou bon doit être établi à chaque reprise de produit normalisé entre l'exploitant, le transporteur et la société qui assure la reprise précisant :

- les dates de départs;
- les références de lot;
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant;
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³;
- le nom du transporteur;
- la dénomination de l'exploitant;
- les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui doivent être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection des installations classées de toute rupture de contrat des lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des produits normalisés et de proposer une mesure alternative.

A la fin de chaque année civile, l'exploitant transmet au service des installations classées un bilan annuel comportant :

- les quantités livrées en tonnes;
- les destinations (nom du destinataire et le lieu de destination);
- un état des stocks au 31 décembre.

5. 5. - Destination des produits

Obligation de transfert

Les produits normalisés mis sur le marché, qui font l'objet d'une obligation de transfert au titre de l'arrêté préfectoral établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, doivent l'être en dehors des communes situées antérieurement en zone d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes sur les plages définies par le SDAGE excepté celles situées en baie de la Forêt-Fouesnant.

5. 6. - Délais de mise en service-dysfonctionnement

La fabrique d'engrais et de support de culture est mis en service dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

En cas de dysfonctionnement momentané, les fientes sont stockées sur l'exploitation en amont de la fabrique d'engrais et de support de culture. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de fabrique d'engrais et de support de culture, après saturation des capacités de stockage, une mesure alternative ou transitoire conforme à la réglementation doit être proposée par l'exploitant. A défaut, les effectifs animaux de l'élevage sont réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

Article 6 : Dispositions communes

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 7 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Saint-Connan pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Saint-Connan pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture.

Article 8 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour le pétitionnaire ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

L'arrêté préfectoral peut être saisi par l'application "télécours citoyens" accessible sur le site : www.telecours.fr

Article 9 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, la sous-préfète de Guingamp, le maire de Saint-Connan et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires de Senven-Lehart, Saint-Gildas, Le Vieux-Bourg, Saint-Gilles-Pligeaux.

Saint-Brieuc, le **27 JUIN 2019**
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Béatrice Obara